

Pour une protection complète et efficace des victimes

Proposition du Comité directeur à l'attention de l'Assemblée des membres du 31 août 2024 à Morat

La protection des victimes, la prévention des violences et l'égalité des droits sauvent des vies.

Vingt femmes et jeunes filles ont été tuées dans le cadre domestique en 2023, selon les statistiques criminelles de la police. Il n'existe pas de chiffres officiels en Suisse sur les autres féminicides commis en dehors du contexte domestique. Les homicides en rapport avec le genre ne sont pas des dérapages ni des cas isolés : ils s'inscrivent dans une violence structurelle à l'encontre des femmes, des personnes trans et non binaires et des rapports de pouvoir patriarcaux. Et elles sont le résultat d'un échec politique dans le domaine de la protection des victimes, de la prévention de la violence et de l'égalité des droits. **Les Femmes socialistes appellent la Confédération et les cantons à faire enfin de la lutte contre les violences sexistes, domestiques et sexualisées une priorité politique.**

Le manque de refuges est un constat d'échec pour la Suisse.

Les refuges pour femmes sont à la limite de leurs capacités. Des goulots d'étranglement apparaissent régulièrement dans la mise à disposition de places de protection dans les maisons d'accueil pour femmes. En juin 2024, l'organisation faïtière des maisons d'accueil pour femmes en Suisse et au Lichtenstein (DAO) a tiré la sonnette d'alarme : la majorité des maisons d'accueil pour femmes sont entièrement occupées et la protection des victimes de violence est menacée. Des mesures de protection insuffisantes peuvent avoir des conséquences mortelles. La situation actuelle est inacceptable. En Suisse, il n'y a que 216 chambres familiales, soit 0,24 chambre familiale pour 10'000 habitant-e-s¹. Ainsi, la Suisse est largement en dessous des recommandations du Conseil de l'Europe, soit une chambre familiale pour 10'000 habitant-e-s². **Les Femmes socialistes demandent avec insistance aux cantons de créer suffisamment d'espaces protégés pour les victimes de violences et d'assurer durablement le financement des hébergements.**

Il est urgent de trouver des solutions au manque d'argent des centres de consultation pour l'aide aux victimes.

Ces dernières années, nous avons fait d'importants progrès dans le domaine de la sensibilisation et de la prévention de la violence. En parallèle, le nombre de consultations pour victimes a massivement augmenté chaque année. De plus en plus de victimes de violence trouvent le chemin des centres de consultation d'aide aux victimes. Mais les progrès importants réalisés dans le domaine de la sensibilisation sont contrebalancés par d'importantes lacunes dans le financement. Dans de nombreux cantons, les centres de consultation d'aide aux victimes manquent de ressources financières pour faire face à l'augmentation de la demande. Les professionnel·les font état d'une surcharge de travail, d'une pression temporelle et d'une baisse inévitable de la qualité des consultations et de l'encadrement. Sans ressources financières suffisantes, les centres de consultation ne peuvent pas remplir leur mandat légal selon la loi sur l'aide aux victimes (LAVI) et la Convention d'Istanbul (CI). Le manque d'argent des centres de consultation met directement et indirectement en danger les victimes de violence. **Les Femmes socialistes demandent à la Confédération et aux cantons d'élaborer des solutions contre le manque d'argent dans l'aide aux victimes et d'assurer durablement le financement des centres de consultation de l'aide aux victimes.**

L'accès aux services de conseil et aux refuges pour les personnes victimes de discriminations multiples reste difficile.

¹ Voir DAO (2024), [rapport annuel 2023](#).

² Voir [le rapport explicatif de la Convention d'Istanbul](#), article 135.

Les réalités de vie des personnes victimes de violence sont très différentes. Des études internationales ont montré que les personnes LGBTQIA+, les personnes en situation de handicap, les personnes réfugiées, les personnes migrantes et les personnes racisées courent un risque accru d'être victimes de violences. Il est essentiel que les offres de soutien soient accessibles à toutes les personnes victimes de violences et que les professionnel·les soient sensibilisé·es et formé·es à la gestion des différents groupes cibles et de la discrimination intersectionnelle. **Les Femmes socialistes demandent des ressources financières suffisantes et des mesures permettant de rendre les centres de consultation et les hébergements accessibles à toutes les personnes victimes de violence dans toute la Suisse, à bas seuil et sans discrimination.**

Les Femmes socialistes PS luttent pour une société sans violences.

Les violences domestiques, sexuelles et sexistes font partie du quotidien en Suisse. Chaque jour, en moyenne 100 personnes victimes de violence se font conseiller auprès des services d'aide aux victimes. Trois personnes conseillées sur quatre sont des femmes. Quatre personnes incriminées sur cinq sont des hommes³. On ne peut qu'imaginer le nombre total de personnes touchées par les violences domestiques, sexuelles et sexistes en Suisse. Nous savons que la grande majorité ne demande pas de soutien. Selon le Swiss Crime Survey 2022⁴, seules 13,7 % des victimes de viol ont eu un contact avec un centre de consultation. Ces chiffres indiquent qu'il y a un très grand besoin d'agir en ce qui concerne l'accessibilité et la visibilité des offres de soutien. **Les Femmes socialistes demandent à la Confédération et aux cantons de faire des efforts pour faire connaître les offres de soutien à l'ensemble de la population et d'en assurer l'accès à toutes les personnes victimes de violences. Toutes les personnes concernées par les violences domestiques, sexuelles et sexistes doivent bénéficier d'une protection et d'un soutien adéquats en Suisse.**

Les Femmes socialistes suisses s'engagent de toutes leurs forces pour atteindre ces objectifs. Au cours des prochaines années, nous mobiliserons nos ressources et nos énergies à tous les niveaux pour lutter en faveur d'une protection complète des personnes victimes de violence. Une première étape sera la manifestation du 23 novembre 2024 à Berne pour le lancement des 16 jours contre la violence basée sur le genre !

³ Voir OFS 2023, [Statistique de l'aide aux victimes 2022](#).

⁴ Voir ZHAW 2023, [Swiss Crime Survey 2022](#).